

4

LEUR PROJET FISCAL POUR 2017 :

TOUT POUR
LES RICHES,
RIEN POUR
LES SERVICES
PUBLICS

CE QUE VEUT FAIRE LA DROITE

Dans son programme pour 2017, la droite annonce un « contre-choc » fiscal. Il s'agit en réalité de **réduire les impôts sur les revenus du capital et de la rente** (qui concernent les plus aisés) en :

- ▶ supprimant l'ISF
- ▶ diminuant la fiscalité sur les revenus du patrimoine
- ▶ réduisant l'imposition sur les donations/successions¹
- ▶ supprimant le barème instauré pour les revenus financiers
- ▶ réduisant l'imposition sur les plus-values immobilières²

Pour financer ces cadeaux aux plus riches, la droite prévoit un plan de réduction massive des services publics : **100 milliards d'€ de baisse de la dépense publique entre 2017 et 2022.**

ENTRE
2017 ET 2022

100 MILLIARDS



DE BAISSÉ

DE LA DÉPENSE PUBLIQUE



Pour 2017, l'objectif de la droite n'est pas de redresser le pays, mais bien d'appauvrir l'État social en baissant les impôts des plus riches.

POUR LES FRANÇAIS CE SERAIT



▶▶ **11,28 MILLIARDS € DE CADEAUX FISCAUX, CHAQUE ANNÉE, POUR LES PLUS AISÉS :**

- ▶ **Suppression de l'ISF = - 5,55 milliards/an**
 - ▶ **Au profit** des 345 000 personnes les plus fortunées qui aujourd'hui le paient.
- ▶ **Augmentation de l'abattement fiscal sur les donations/successions = - 3,53 milliards / an**
 - ▶ **Au profit** des bénéficiaires des 15% des successions et donations les plus importantes.
- ▶ **Réduction de l'impôt sur les plus-values immobilières = - 2,2 milliards/an.**



▶▶ **20 MILLIARDS D'€ DE BAISSÉ DE LA DÉPENSE PUBLIQUE, CHAQUE ANNÉE, POUR AFFAIBLIR LES SERVICES PUBLICS :**

Ces cadeaux fiscaux pour les plus aisés, c'est autant de recettes en moins pour financer les services publics et les dépenses sociales. Rien que les premiers cadeaux fiscaux pour les plus aisés annoncés par la droite représenteraient l'équivalent de :

- ▶ La suppression de 270 000 enseignants



▶▶ **UN GASPILLAGE INUTILE QUI NE SERVIRAIT PAS LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE RÉELLE :**

Comme Margaret Thatcher et Ronald Reagan en leur temps, la droite justifie ces cadeaux fiscaux aux plus riches en prétendant que les ménages concernés consommeront donc davantage ou investiront plus dans l'économie réelle, ce qui permettrait de relancer l'économie.

SAUF QUE :

- ▶ il est démontré que les ménages qui sont déjà aisés ne consomment pas davantage lorsque leurs revenus augmentent puisque leurs besoins sont déjà largement satisfaits : l'impact sur la consommation de biens est donc nulle !
- ▶ de même, les revenus supplémentaires sont rarement investis dans l'économie réelle mais vont alimenter les marchés financiers : l'impact sur le financement de l'investissement pour les entreprises est donc quasiment nul également !

ILS L'ONT DÉJÀ FAIT

Entre 2007 et 2012, le gouvernement Sarkozy, dans la même logique d'«allègement» de la pression fiscale sur les plus riches, a mis en place un «bouclier fiscal»: tout prélèvement dépassant le seuil de 50% des revenus d'une personne était remboursée, peu importe la source de ces revenus :

► COÛT POUR LES FINANCES DE L'ÉTAT :

ENTRE 2007 ET 2012 = 3,2 MILLIARDS €

► EN 2009 :

► 99% des sommes remboursées au titre du «bouclier fiscal» ont été versées à des contribuables soumis à l'ISF.

► Et +90%

DES SOMMES ONT ÉTÉ VERSÉES À DES FOYERS DISPOSANT D'UN PATRIMOINE



> 7,36 MILLIONS €

► RÉSULTAT : EXPLOSION DU DÉFICIT ET LA DETTE

► entre 2007 et 2012: la dette a augmenté de 600 milliards d'euros! Un record inégalé!

ENTRE 2007 ET 2012

LA DETTE



A AUGMENTÉ DE 600 MILLIARDS €

1 La droite veut rehausser le seuil ouvrant droit à abattement pour les donations/successions de 100 000 à 160 000€/part

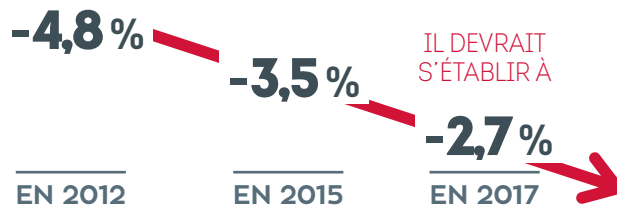
2 La droite veut ramener à 15 ans (au lieu de 30 actuellement) le délai de détention ouvrant droit à une exonération totale des plus-values immobilières

CE QUE NOUS AVONS FAIT

Les gouvernements de François Hollande ont réduit les déficits des comptes publics et sociaux :



► LE DÉFICIT PUBLIC EST PASSÉ DE -4,8% EN 2012 À -3,5% EN 2015. IL DEVRAIT S'ÉTABLIR À -2,7% EN 2017.



► L'ÉQUILIBRAGE DES COMPTES A ÉTÉ RÉALISÉ EN PARALLÈLE D'UNE RÉFORME FISCALE DE JUSTICE SOCIALE :

- La tranche supérieure de l'ISF a été rétablie à 1,5% contre 0,5% précédemment.
- Une nouvelle tranche supérieure de l'impôt sur le revenu à 45% a été créée.
- La première tranche d'IR a été supprimée.



► EN 2017, LE RÉGIME GÉNÉRAL DE LA SÉCURITÉ SOCIALE (MALADIE, RETRAITE, FAMILLE, ACCIDENT DU TRAVAIL) QUI PRÉSENTAIT 17,4 MILLIARDS DE DÉFICIT EN 2011, SERA, POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 2001, À 400 MILLIONS D'EUROS DE L'ÉQUILIBRE. CE REDRESSEMENT S'EST EFFECTUÉ, TOUT EN PRÉSERVANT ET DÉVELOPPANT LES DROITS SOCIAUX.

DÉFICIT DU RÉGIME GÉNÉRAL DE LA SÉCURITÉ SOCIALE



EN 2011

17,4 MILLIARDS €

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 2001

EN 2017

ÉQUILIBRE À 400 MILLIONS €